

## Interview avec Maud Chirio

---

Par Maria Clara Machado

Maud Chirio est historienne, spécialiste du Brésil, notamment de la période du régime militaire. Elle a soutenu en 2009 son doctorat d'histoire sur le thème « *La politique des militaires. Révoltes et mobilisations d'officiers sous la dictature brésilienne (1961-1978)* » (Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne). Une version réduite de la thèse a été publiée en 2012 au Brésil sous le titre « *A política nos quartéis* ». Dans cette interview pour la RÉEL, Chirio analyse la situation politique du Brésil et discute de l'importance de l'histoire et de la littérature en face de l'émergence de l'extrême droite dans ce pays<sup>1</sup>

### **RÉEL - Pourriez-vous nous parler un peu de votre parcours ? Pourquoi étudier le Brésil ?**

M.Chirio - Je travaille sur l'histoire du Brésil depuis l'année de ma maîtrise, en 2000. J'avais, pour des raisons personnelles et grâce à la bourse de l'Ecole Normale Supérieure où j'étais élève, la possibilité d'y poursuivre mes études, et j'ai été immédiatement intriguée par la période de la dictature militaire : en effet, ce régime est très peu connu en Europe, à la différence des dictatures argentine et surtout chilienne.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir le profil de l'historienne sur le portail du Centre de Recherches sur le Brésil Colonial et Contemporain (CRBC/EHESS) disponible en : <http://crbc.ehess.fr/index.php?2625> [Consulté le 5 décembre 2018].

J'ai donc effectué ma Maîtrise sur le thème des commémorations de l'indépendance (donc de l'instrumentalisation du passé national) sous la dictature et, après avoir passé l'agrégation d'histoire, mon mémoire de DEA sur les trajectoires d'exilés également sous la dictature. Cette dernière recherche m'a convaincue qu'il m'était difficile de travailler sur des acteurs historiques pour lesquels ne pouvais facilement nourrir une forme d'empathie, et j'ai de ce fait décidé de me diriger vers l'autre extrémité du spectre politique. Ma thèse a ainsi porté sur l'extrême-droite militaire pendant la dictature et, plus généralement, la vie politique à l'intérieur de l'armée à cette période. Elle a été publiée au Brésil (*A política nos quartéis*, Zahar, 2012), en France (*La politique en uniforme*, PUR, 2016) et aux Etats-Unis (*Politics in Uniform*, University of Pittsburgh Press, 2018).

Depuis mon recrutement comme enseignante-chercheuse à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, j'ai orienté mes travaux dans plusieurs directions : d'abord, les trajectoires pendant la dictature, non plus d'officiers « militants d'extrême-droite », mais de membres de l'appareil répressif. Je travaille depuis 2011 en partenariat sur ce sujet avec Mariana Joffly, à partir de documents militaires, obtenus aux Archives de l'armée puis collectés par la Commission Nationale de la Vérité. Par ailleurs, j'ai travaillé sur l'histoire des imaginaires de droite au Brésil, la figure de l'ennemi intérieur, de l'anticommunisme, ce que m'inspiraient l'évolution de l'actualité et le retour d'une « droite extrême » sur le devant de la scène, depuis 2014 et surtout 2016.

**Vous êtes historienne et vos travaux concernent la période de la dictature militaire brésilienne (1964-1985). Pouvez-vous nous expliquer comment les militaires ont réussi à prendre le pouvoir en 1964 au Brésil ?**

Le Brésil se trouve alors plongé dans une crise économique durable, qui cause une paupérisation des travailleurs urbains et une forte augmentation du coût de la vie. Les mobilisations sociales s'accroissent alors (grèves, révoltes rurales, manifestations) et elles inquiètent très fortement le camp conservateur, civil et militaire, qui panique à l'idée d'une « contamination communiste » du sous-continent sud-américain, surtout depuis la Révolution cubaine

(1959). Dans ce contexte, une grande partie des officiers se convainc de l'imminence d'une révolution communiste et de l'incapacité du gouvernement travailliste en place (de João Goulart, 1961-1964) à l'affronter. Il n'y a pourtant pas d'organisation de lutte armée à cette époque au Brésil ! Et le Parti Communiste a une stratégie purement pacifique. Les théories de contre-insurrection qui circulent depuis 1945 dans tout l'occident, et plus intensément depuis les soulèvements indépendantistes dans les colonies britanniques et françaises en Asie, ont un grand succès auprès des officiers brésiliens. Cela accroît leur conviction que, pour faire barrage au communisme, il faut mettre en place une politique globale : de lutte antiguérilla, mais aussi de répression des mouvements sociaux, de censure, de propagande, d'action psychologique... en somme, pour lutte contre la révolution communiste imaginée à venir, il faut exercer le pouvoir de façon différente, et autoritaire. Cela nécessite un coup d'Etat.

**L'Amérique Latine a malheureusement été le lieu des plusieurs régimes dictatoriaux. Quelles sont les particularités de la période 1964-1985 au Brésil ? Quelles sont les ressemblances ou les différences que vous identifiez entre les dictatures au Chili et en Argentine, par exemple, et celle du Brésil ?**

Le Brésil a connu une dictature précoce, antérieure notamment à l'existence de mouvements armés. Cela a eu plusieurs conséquences : quand les organisations armées sont apparues, le régime était prêt pour les affronter et les a défaits rapidement. L'affrontement brésilien entre des guérillas et la contre-guérilla a de ce fait été bref au Brésil (cinq ans : 1969-1974), peu massif, et moins létal qu'ailleurs (environ 450 morts et disparus). La dictature militaire brésilienne a donc moins tué par exemple que l'Argentine parce qu'elle a affronté une opposition armée moins nombreuse et plus facile à vaincre. Le camp militaire qui arrive au pouvoir au Brésil est par ailleurs diversifié, certains généraux sont moins enclins que d'autres et établir un régime frontalement autoritaire. Cela explique que la dictature brésilienne ait maintenu quelques éléments du système démocratique : un congrès ouvert, à l'exception de l'année 1969, un parti d'opposition modéré autorisé (le MDB), une justice sous tutelle mais apte néanmoins à

attribuer régulièrement des habeas corpus. Cette ambiguïté du régime militaire, qui a pu passer pour de la modération, a été lourde de conséquence pour la transition démocratique, puisqu'elle a contribué à limiter le travail de mémoire, d'épuration et de justice concernant la période dictatoriale.

**Après 20 ans de dictature militaire, le Brésil a initié son processus vers la démocratie, mais il n'y a pas eu d'élections directes. Comment cela s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a mis fin au régime ? Que représentent les élections indirectes à cette époque ?**

L'histoire est bien connue : dès 1977, une partie de la société civile se réveille, autour du mouvement étudiant puis ouvrier (grèves de l'ABC). Par ailleurs, la gauche se mobilise en faveur d'une amnistie « ample, générale et sans restriction » des opposants. Cela a pour conséquence que le gouvernement militaire du général Geisel (1974-1978) commence à perdre le contrôle de la « détente » qu'il avait débutée en 1974. Le projet initial de Geisel n'était pas de rétablir la démocratie représentative : c'était de rendre le pouvoir aux civils, mais en maintenant une tutelle militaire et une législation qui limiterait les possibilités d'une participation populaire et d'un renouvellement de la classe politique. Mais la pression populaire augmente, d'autant que Geisel n'utilise plus les mêmes outils de censure et de répression physique que ses prédécesseurs. Il n'existe plus de consensus interne à l'armée pour réagir à la mobilisation citoyenne par le rétablissement d'un pouvoir autoritaire. Le climat international ne s'y prête plus. Il n'y a plus de mouvement révolutionnaire d'extrême gauche pour faire peur à l'opinion. Bref, les circonstances ne sont plus réunies pour de nouvelles « années de plomb ». Le gouvernement de Figueiredo (1979-1985) débute extrêmement fragilisé, sous l'aune de l'abrogation de l'AI5 et de l'amnistie, sans outils pour que les militaires décident de l'évolution du régime. Rapidement, la mobilisation sociale se concentre sur la question des élections directes, avec la campagne des *Diretas já* en 1983 et 1984. Pourquoi ce thème ? Parce que c'était un symbole de la privation de la souveraineté populaire par les militaires. Le congrès, encore trop conservateur, n'y acquiesce pas, mais une grande partie de la classe politique ne croit déjà plus à la perpétuation du pouvoir

militaire, et tente de « survivre » dans le régime à venir. Ils abandonnent le navire et permettent l'élection de Tancredo Neves en 1985. C'est ce qui met fin au régime.

**En 1979, la Loi d'Amnistie a permis le retour des exilés politiques au pays, mais elle a aussi empêché la punition des responsables du régime puisqu'elle a été promulguée par les militaires eux-mêmes. Comment cela s'est passé ?**

Il s'agit d'un élément clé de la stratégie de la « détente » (*distensão*) pensée par Geisel et Golbery : revenir sur les rails d'un régime civil et libéral (donc en permettant le retour des exilés), mais sans que la droite militaire perde des leviers d'influence dans le nouveau régime. Pour cela, il était fondamental qu'il n'y ait aucun processus judiciaire. Par ailleurs, l'amnistie des agents de l'Etat (militaires ou policiers) était une nécessité interne : à cette époque, une « ligne dure » d'extrême droite militaire est très active, elle réalise des attentats dès 1976, pose des bombes non létales, couvre les murs des institutions progressistes de graffitis haineux. Cela débouchera sur la tentative d'attentat du Riocentro (1981) Cette mobilisation incommode le pouvoir de Geisel, et l'amnistie préventive des criminels d'Etat était également une tentative pour calmer le jeu en interne. Ca n'a pas immédiatement marché, mais a été important à terme pour maintenir l'unité de l'armée dans le processus de transition démocratique.

**En 2014, pendant le gouvernement de Dilma Rousseff, on a mis en place la Commission de la Vérité. Quelle est l'importance de cette commission ?**

La Commission Nationale de la Vérité (CNV) n'est pas le premier dispositif de ce que l'on appelle la « justice transitionnelle ». Même si l'amnistie de 1979 n'a jamais été remise en cause au Brésil, ce qui est un cas unique en Amérique Latine, deux commissions ont été constituées dans un but de « réparation » aux victimes : la Commission des Morts et Disparus, en 1995, qui a permis la reconnaissance du préjudice des familles d'opposants assassinés et leur indemnisation, et la Commission d'Amnistie, en 2001, afin que les survivants qui ont été lésés (dans leur

chair, leur liberté, leurs biens, leur carrière) soient eux aussi indemnisés. Mais il s'agissait de dispositifs exclusivement tournés vers les victimes : ils n'ont pas établi de récit officiel des crimes commis par l'Etat, ni pointé de responsables. C'est la nouveauté de la CNV : pour la première fois, l'Etat brésilien établit une « mémoire officielle » sur la période de la dictature, et la condamne. De plus, le rapport inclut une liste de 376 noms (et pas 377, car un nom est cité deux fois et personne, malgré mes appels, ne s'en est rendu compte !) de responsables des graves violations de droits humains commis au nom de l'Etat. Ce rapport a été établi à partir d'archives, mais aussi de témoignages de victimes (plus d'un milliers) et de plus de 130 agents de l'Etat, convoqués à témoigner par la justice. C'est, là encore, une première. Pour la gauche, la CNV n'allait pas assez loin : pas de compétences punitives, peu de temps et peu de budget... mais pour les militaires, qui ont entretenu institutionnellement une mémoire très positive de la dictature, c'est déjà trop, et la CNV suscite un profond mécontentement au sein des forces armées. Par ailleurs, la CNV (mai 2012- décembre 2014) se réunit exactement au moment où le mandat de Dilma Rousseff est fragilisé par les manifestations de juin 2013 et le début de l'enquête Lava-Jato (mars 2014). Enfin, l'année 2014 est marquée par une campagne électorale très polarisée. La CNV finit par être associée à une opération « de gauche », du gouvernement, et une partie de la droite (notamment des intellectuels) sort de ce consensus mémoriel et politique, qui semblait réel en 2012.

**On aperçoit depuis quelque temps l'éloge de la période de dictature, appelée « révolution » ou bien « gouvernement civil – militaire » par une partie de la population Brésilienne et une certaine nostalgie du passé dictatorial. Comment évaluez-vous ces phénomènes ?**

Bien sûr, le mot de « dictature » est connoté trop négativement, donc ses défenseurs prétendent qu'il s'agissait de « gouvernements civils-militaires », d'un « mouvement » ... Mais il ne s'agit plus actuellement de tenter de modérer, comme la droite le faisait il y a quelques années, le caractère autoritaire de la dictature, en disant que c'était une *ditamola* ou *ditablанда*...il s'agit d'en revendiquer les aspects les plus violents. Revendiquer la torture, l'élimination physique, glorifier les pires responsables de la répression comme le colonel Brillhante Ustra, héros

du camp Bolsonaro. C'est un pas de plus dans la guerre mémorielle, qui correspond exactement à ce que proclame d'extrême droite militaire (active par exemple au Club Militaire, ou dans des associations comme Tortura Nunca Mais – Ternuma) depuis 30 ans : « dans les années 1970 le Brésil était en guerre contre le communisme, ceux qui ont mené cette guerre et l'ont gagnée sont des héros ». L'Etat de Droit, la démocratie, la justice, les droits humains, tous ces acquis civilisationnels sont passés par perte et profits au nom de la guerre (éternelle, aux yeux de cette extrême droite, d'ailleurs) contre le communisme. C'est extrêmement dangereux, parce que cela justifie non seulement la répression politique, mais l'abandon pur et simple de l'Etat de Droit et du système démocratique.

**Nous apercevons, depuis l'élection présidentielle de novembre 2018 une militarisation du pouvoir exécutif. Le président élue, défenseur de la dictature, a d'ailleurs annoncé les noms des plusieurs militaires jusqu'à présent pour composer son gouvernement. Que représente cela ?**

Il y a, de façon évidente, une militarisation du pouvoir politique, qui a d'ailleurs commencé avec le gouvernement de Michel Temer (2016-2018). Non seulement les militaires ont désormais la main sur la sécurité urbaine, mais sous Temer certains – notamment le général Sérgio Etchegoyen, chef du cabinet de Sécurité Institutionnelle – sont devenus les principaux conseillers de l'exécutif sur des sujets très variés. Avec Bolsonaro, une étape supplémentaire, beaucoup plus grave, est franchie, avec une militarisation de l'ensemble du gouvernement, avec tout ce que cela signifie d'imaginaires de guerre et d'appétences pour l'autoritarisme. Il ne s'agit cependant pas du « retour des militaires au pouvoir », qui est une expression liée à des régimes mis sur pied, au 20<sup>e</sup> siècle, par des institutions militaires hiérarchisées. Au Brésil à partir de janvier 2019 « l'armée » ne sera pas au pouvoir, sinon le président serait nécessairement un général, or Bolsonaro est un capitaine qui a été exclu de l'armée ! Il s'agira d'un gouvernement d'extrême-droite, polyarchique (avec des politiciens, des évangéliques, des néo-libéraux et des militaires) en partie militarisé. On peut d'ailleurs se demander si ce format ne va pas finir par incommoder une partie de l'élite militaire : combien de temps tous ces généraux vont-ils accepter d'être sous les ordres d'un capitaine ? La question se pose.

**À votre avis, quels rôles peuvent jouer les arts afin de promouvoir le débat sur les liens entre la démocratie et les périodes dictatoriales, vu que la mémoire du régime autoritaire dans certains groupes de la société brésilienne semble omettre largement la corruption qui y régnait et des crimes commis à l'époque ?**

Il est possible que l'opposition politique ait les mains liées par une persécution caractérisée des organisations de gauche, partis, mouvements sociaux, syndicats. Cela renforce l'importance des acteurs culturels (intellectuels, artistes, enseignants...) dans le fait de limiter les effets de la propagande d'Etat et de la propagation des haines dans la société brésilienne. Il ne s'agit pas, à mon avis, seulement d'avoir un discours sur la dictature, mais plus généralement sur le droit à la vie, à la justice, à la diversité culturelle. Sur l'importance de la tolérance des opinions différentes, la valeur de la démocratie, de la laïcité et la sécularisation de l'Etat. L'importance enfin du savoir, de la science, de l'exercice de la raison, à une époque de « post-vérité », de complotisme généralisé et de fake news. Ce sont des combats civilisationnels que nous devons tous mener, dans l'espace public mais aussi dans nos espaces privés, et pour lesquels les arts auront une importance fondamentale.

**Parallèlement et contrairement à ces mouvements conservateurs qui font l'éloge des dictatures, on observe que le thème de la dictature est, une nouvelle fois, très présent dans plusieurs œuvres de la production littéraire contemporaine au Brésil, dont la plupart porte sur les mémoires « oubliées » du régime militaire. En général, émergent de ces œuvres des histoires des femmes et des hommes qui ont lutté contre la dictature, mais aussi celles de familles de morts et disparus qui cherchent encore à trouver des réponses sur ce qui a vraiment arrivé à leurs proches. Ce nouveau régime qui s'installe peut entamer une nouvelle étape autoritaire et conservatrice dans le pays ? L'histoire comme la littérature peuvent être des moyens de résistance ?**

Oui, je pense que l'élection de Jair Bolsonaro met en péril la Nouvelle République. Comme je l'ai dit plus haut, je ne pense pas qu'il va s'agir d'une répétition du passé, ni d'un régime strictement militaire, ni de la même forme de l'exercice de l'autoritarisme. Il y a des continuités – l'obsession anticomuniste, la peur de la



mobilisation populaire, la militarisation de la répression politique et sociale, la propagande et la censure – et des nouveautés – un néolibéralisme beaucoup plus assumé, le fondamentalisme religieux que ne partageait pas des militaires largement positivistes, d'autres formes de collaborations internationales. Le passé ne se répète jamais à l'identique et il faut savoir être attentif à la spécificité de son époque pour pouvoir, nous-mêmes, être inventifs dans nos réponses. La connaissance du passé, sa divulgation, son enseignement son indispensable, tout comme l'invention de formes nouvelles de résistances. La jeunesse, j'espère, au Brésil et ailleurs, sera l'un des creusets de cette invention, qui seule pourra sauver nos démocraties occidentales fragilisées de la puissance vague ultra-conservatrice qu'elles affrontent.